

Beteiligung an Vernehmlassung				
		JA	NEIN	Bemerkungen
	Mitglieder	(8)	(8)	
100	AROC	JA		
101	ARDIPE		NEIN	
102	AvenierSoc.	JA		
103	BVFB		NEIN	
104	CISA		NEIN	
105	CURAVIVA	JA		
106	Sozialdiak.		NEIN	
107	DDK		NEIN	Verzichtet auf Vernehmlassung
108	INSOS	JA		
109	KiTaS	JA		
110	SBSB		NEIN	
111	SODK		NEIN	
112	SKOS	JA		
113	VaHS	JA		
114	VAS		NEIN	
115	VPOD	JA		
	ODA	(16)	(3)	
1	OrTra NE	JA		
2	ORTra JU		NEIN	
3	Formas TI	JA		
4	Fors	JA		
5	ORTra SS VS	JA		
6	IBGS TG		NEIN	Folgt zu einem späteren Zeitpunkt (7. April 2011)
7	ODS GS SG	JA		
8	Oda GS GR		NEIN	Folgt zu einem späteren Zeitpunkt
9	Oda-GS AG	JA		
10	Oda S BS	JA		
11	Oda S BE	JA		
12	OrTra BE f	JA		
13	OdA S SO	JA		
14	OdA S ZH	JA		
15	ZODAS	JA		
16	ORTRA FR	JA		
17	OdAS-SH	JA		
18	OrTra GE	JA		
19	OrTra VD	JA		

Vorbemerkungen	
KiTaS	Antwort vorbehaltlich Entscheid DV vom 25. März 2011
Oda S BE	<p>Die Oda S Kanton Bern</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ begrüsst die Einrichtung eines allgemein verbindlichen Berufsbildungsfonds. ▪ begrüsst ebenfalls die Möglichkeit, dass sich die kantonale und regionale Oda S optional dem Fonds anschliessen können um ihre Leistungen abgelten zu lassen. ▪ Verzichtet zum jetzigen Zeitpunkt auf die Möglichkeiten, ihre Leistungen durch den Fonds abgelten zu lassen. Sie führt stattdessen die gut funktionierenden Lehrverträge mit dem Kanton Bern weiter.
OrTra VD	<p>Lors de la première procédure de consultation, en mai 2010, nous avons déjà exprimé notre opposition ferme à la création d'un fonds national de branche pour les raisons suivantes, que nous souhaitons rappeler synthétiquement ici, puisque notre position n'a pas varié dans l'intervalle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le monde social n'est, à notre avis, pas suffisamment organisé pour pouvoir fonctionner avec un fonds national de branche ; ▪ le rôle de chaque organisation en charge de la formation professionnelle, que cela soit au niveau national, régional ou cantonal, n'est pas déterminé; il s'agit d'identifier au préalable les tâches et les responsabilités de chacun; ▪ le canton de Vaud dispose déjà d'un fonds cantonal de force obligatoire, institué par la loi vaudoise sur la formation professionnelle. Par ailleurs, le monde social vaudois est couvert presque en totalité par des conventions collectives qui exigent déjà des institutions qu'elles collaborent en matière de formation professionnelle; l'introduction d'un fonds national de branche ferait peser sur les institutions vaudoises une troisième charge pour financer un ultime effort de solidarité en matière de formation professionnelle. Or, il n'est pas certain et assuré que les prestations prises en charge par les multiples niveaux (CCT – fonds cantonal et fonds national) ne se chevauchent pas. <p>Au-delà de ce rappel, nous nous permettons de relever que les éléments à notre disposition dans ce deuxième volet de la consultation ne sont toujours pas suffisants pour que les partenaires intéressés puissent se prononcer en toute connaissance de cause. Ainsi, bien que le rapport explicatif mentionne différents éléments qui nuancent l'inutilité du projet, comme la rétrocession possible aux OrTras cantonales si elles sont coresponsables, il n'y a aucune formalisation précise et développée de ce point dans le règlement. En conséquence, il s'agirait de prévoir plus que le principe de la coresponsabilité formellement identifiée à l'art. 3.</p> <p>S'agissant du règlement toujours, son élaboration n'est de loin pas complète et aboutie notamment sur les différents points suivants qui n'ont pas été traités ou l'ont été, mais insuffisamment. Nous citons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ -l'exemption de la cotisation de CHF 150.- pour les institutions de personnes âgées – il faut en deviner la formalisation dans le règlement ; ▪ -le principe de la coresponsabilité et les éléments qui la composent sont absolument inexistant dans le règlement ; ▪ -si le principe de la rétrocession aux OrTras cantonales est à peine évoqué, ne le sont absolument pas : le mode de rétrocession, le pourcentage (25%), la manière de rétrocéder, à savoir globale ou en fonctions des tâches cantonales assumées, etc. <p>Sur un autre plan, il faut avouer que le fait que SavoirSocial se satisfasse d'une confirmation orale que les prestations financées par le fonds cantonal vaudois et par celui national ne se chevauchent pas, n'est pas de nature à susciter la confiance des institutions vaudoises et n'emporte pas leur adhésion aux projets. La suspicion et la crainte de payer, pour les institutions vaudoises, trois fois pour le même type de prestations sont majeures.</p> <p>A ce sujet, nous nous élevons contre le principe d'une contribution identique pour toutes les institutions quelque soit le canton dans lequel elles sont installées ; en effet, les institutions vaudoises contribuent déjà financièrement à la formation, prévue par les diverses conventions collectives de travail et par le fonds cantonal ; en matière de solidarité et d'efforts, il nous semble qu'il y a une inégalité totale avec les institutions sises dans un canton sans aucun dispositif financier pour la formation professionnelle ; dès lors, nous demandons que les contributions au fonds soient différenciées en fonction des efforts déjà consentis par les institutions.</p> <p>Sur un autre plan, nous vous informons être choqués de la disparité flagrante de traitement qui est faite entre les différentes OrTras cantonales. En effet, celles qui auraient demandé à cogérer seront récompensées car elles verront leur fonctionnement cantonal subventionné en tout ou partie, en fonction des besoins qu'elles ont inscrit au budget, alors que celles qui ne le peuvent, pour différentes raisons qui leur appartiennent, seraient automatiquement exclues de la rétrocession cantonale. Nous rappelons que, pour la plupart, les OrTras cantonales sont gérées par des forces de milice, et que la structure et le temps mis à disposition par les membres du comité, qui sont parfois bénévoles, ne permettent pas toujours de dégager les moyens suffisants pour assumer les futures tâches de coresponsabilité que SavoirSocial s'est bien gardée d'énumérer.</p>

	<p>Sur le même sujet de la coresponsabilité, il est indiqué dans le rapport que cette situation est possible si un nombre minimal d'OrTras le demandent ; nous regrettons que sur ce point, aussi, le règlement soit muet, et qu'il soit nécessaire de lire les petits caractères du rapport explicatif pour y trouver l'indication susmentionnée. Nous doutons vraiment de la transparence voulue dans ce projet.</p> <p>Par ailleurs, nous avons été informés du fait que les institutions qui se-raient établies dans un canton où l'OrTra a demandé la cogestion du fonds verraient leur contribution au fonds national être de moindre importance que celles sises dans des cantons où les OrTras ne collaborent pas ; or, cet élément d'importance ne figure absolument pas dans le règlement ; il s'agirait dès lors de l'y introduire.</p> <p>S'agissant du fonctionnement du fonds, plus précisément des deux commissions, celle de surveillance et celle du fonds, nous demandons qu'une représentation romande soit assurée ; en effet, au vu du nombre de places prévues pour les OrTras en cas de coresponsabilité, 4 et respectivement 3, nous craignons que le fonds soit géré par une majorité de représentants de langue allemande et que, de ce fait, les préoccupations différentes des cantons romands soient écartées.</p> <p>Nous terminerons en indiquant que, en dépit de notre opposition à la création d'un fonds national de branche, nous sommes contraints de ré-pondre aux diverses questions, afin de défendre au mieux les intérêts des milieux professionnels, patronaux, associatifs et de travailleurs engagés dans l'OrTra Social Vaud. Nous vous remercions dès lors d'en prendre note en gardant à l'esprit notre position de principe.</p>
--	---

Frage 1		Zur Mitträgerschaft (Mitglieder von SAVOIRSOZIAL haben diese Frage nicht zu beantworten)			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	AROC				Möchte, dass FORS Mitträgerin des Fonds wird
102	AvenierSoc.	Keine Antwort			
105	CURAVIVA	Keine Antwort			
108	INSOS	Keine Antwort			
109	KITaS	Keine Antwort			
112	SKOS	Keine Antwort			
113	VaHS	Keine Antwort			
115	VPOD	Keine Antwort			
	ODA				
1	OrTra NE	JA			
3	Formas TI			NEIN	
4	Fors	Keine Antwort			
5	ORTra SS VS	JA			
7	ODS GS SG	JA			keine
9	Oda-GS AG			NEIN	<p>Organisation der Arbeitswelt, Gesundheit & Soziales Aargau:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Der administrative Aufwand ist zu gross (Inkasso) und steht in keinem Verhältnis zum erhofften Nutzen. ▪ Die Umsetzbarkeit stellen wir in Frage (wie werden die Klein- und Kleinstbetriebe erfasst? (insbesondere Kinderbereich)). ▪ Die Angebote und Leistungen auf kantonaler Ebene sind auf hohem Niveau gut etabliert und finanziell gesichert. ▪ Der Betagtenbereich im Kanton Aargau setzt auf FaGe's (Branche Gesundheit) und bildet kaum FaBe's aus. Die Akzeptanz von diesem Bereich, sich am geplanten Fonds zu beteiligen, ist daher absolut nicht vorhanden. ▪ Die drei Bereiche sind in Verbänden und kantonalen Oda's bereits gut organisiert. Diese Stellen sollen die Finanzierung der nationalen Strukturen übernehmen, mit dem entsprechenden Mitspracherecht als Konsequenz. Unter diesen Umständen sind wir als kantonale Oda dann auch bereit, unseren Beitrag zu leisten. <p>Kanton Aargau, Departement Bildung, Kultur und Sport:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ die Umsetzung eines allgemein verbindlichen Berufsbildungsfonds erscheint uns schwierig. Die Angebote und Leistungen sind bei uns auf kantonaler Ebene, auf hohem Niveau gut etabliert und finanziell gesichert. Der Betagtenbereich im Kanton Aargau bildet vor allem in der Branche Gesundheit (FAGE) aus. Die Angebote in den G&S-Bereichen sind in Verbänden und kantonalen Oda's bereits gut organisiert. ▪ Wir sind aus diesen Gründen der Meinung, dass es nicht sinnvoll ist, einen allgemein verbindlich zu erklärender Berufsbildungsfonds für den Sozialbereich einzuführen.

10	Oda S BS	JA			keine
11	Oda S BE			NEIN	Wir ziehen es vor, wie bis anhin mit der Kantonalen Verwaltung (GEF, ERZ) Leistungsverträge abzuschliessen bzw. zu verlängern. Einen Beitritt zu einem späteren Zeitpunkt schliessen wir nicht aus. Da unsere Betriebe sich an der Finanzierung der nationalen Leistungen beteiligen können, möchten wir in die Trägerschaft des Berufsbildungsfonds trotzdem eingebunden werden. Beispielsweise möchten wir bei der Bearbeitung der detaillierten Leistungsdefinition Mitsprache ausüben.
12	OrTra BE f	JA			
13	OdA S SO	JA			
14	OdA S ZH	JA			
15	ZODAS	JA			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bei der Einführung der AveBBF ist für uns die Mitträgerschaft zwingen, da sonst ZODAS existenziell gefährdet wäre. Eine ausschliesslich nationale Trägerschaft wäre für uns bedrohlich. ▪ Die Aussage, dass SODK einen AveBBF nur unterstützt, falls mind. 25 % der Fondseinnahmen für die Berufsbildung auf kantonale Ebene eingesetzt wird, löst bei uns die Frage aus, was passiert, wenn sich nur sehr wenige kantonale OdA für eine Mitgliedschaft aussprechen. Wie soll diese Bedingung erfüllt werden?
16	ORTRA FR	JA			
17	OdAS-SH	JA			
18	OrTra GE	JA			<p>Remarques: Nous souhaitons toutefois que cet engagement soit assorti de deux conditions qui figurent de manière explicite dans les relations contractuelles:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un pourcentage maximal de tâches à couvrir par rapport à la liste complète. Nous proposons que les ce pourcentage soit fixé à un minimum de 75% des tâches décrites pour être considéré comme remplissant pleinement le cahier des charges. En effet, selon l'organisation cantonale, certaines tâches pourraient ne pas être du ressort de l'OrTra ou organisées d'entente avec l'OrTra par le Canton. 2. L'acceptation claire que certaines activités de l'OrTa et son organisation concernent indifféremment les champs social et de la santé. Une part des activités de l'OrTra profite indifféremment aujourd'hui aux deux CFC d'ASE et d'ASSC et il est exclu de devoir investir dans du travail administratif pour dissocier ce qui relève d'un CFC ou de l'autre, par exemple.
19	OrTra VD	JA			<p>En dépit de notre position de principe, à savoir notre opposition à la création d'un fonds national de branche, s'il devait exister, nous nous prononçons de cette manière sur la question posée.</p> <p>Nous remarquons qu'il est difficile de se déterminer précisément, tant d'éléments manquent pour pouvoir le faire. En effet, il n'est nulle part indiqué ce que signifie la coresponsabilité ; au surplus, les conséquences financières, organisationnelles et stratégiques d'une telle décision ne sont pas identifiées en raison du fait que les conditions qui composent cette coresponsabilité ne sont pas définies. Il faudrait aussi prévoir le principe de différenciation des prélèvements en fonction de la coresponsabilité assumée. Par ailleurs, nous trouvons inique de pénaliser des OrTras cantonales qui fonctionnent sur des comités de milice et sans secrétariat professionnel, si elles devaient renoncer à participer à une coresponsabilité, par crainte de la surcharge de travail, en raison du manque d'informations sur ce sujet de la part de SavoirSocial dans la consultation présente.</p>

Frage 2		Zum betrieblichen Geltungsbereich			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	AROC	JA			
102	AvenierSoc.		JA		L'article 5.b. pourrait porter à confusion: i lest trop vague et nous pourrions comprendre que sont concernées les institutions accueillant des enfants non handicapés (typiquement, institutions Integras).
105	CURAVIVA	JA			
108	INSOS	JA			
109	KiTaS	JA			
112	SKOS	JA			Postiv, dass sowohl im betrieblichen als auch im persönlichen Geltungsbereich neue künftige Entwicklungen aufgenommen werden können „namentlich“.
113	VaHS	JA			
115	VPOD	JA			
	ODA				
1	OrTra NE	JA			
3	Formas TI	Keine Antwort			
4	Fors.		JA		L'art. 5.b. ne devrait-il pas être plus précis pour ne pas laisser penser que les institutions OFJ (justice pour mineurs) puissent être dans le champs d'application.
5	ORTra SS VS	JA			
7	ODS GS SG		JA		Wir schlagen folgende Ergänzungen bzw. Änderungen vor: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nach unseren Einschätzungen ist es zwingend, dass auch Werkstätten im Behindertenbereich zum Fondssystem gehören sollen, diese funktionieren anders und haben andere Personalflüsse. ▪ Aus der Vorlage geht nicht hervor, wie Betriebe im Fürstentum Lichtenstein integriert werden oder nicht. Wenn FL nicht in das Fondssystem integriert ist, ergibt sich für uns eine weitere Abgrenzungsproblematik.
9	Oda-GS AG	Keine Antwort			
10	Oda S BS			Nein	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Der Betagtenbereich hat grosse Bedenken, dass der Beitrag an den Bildungsfonds Soziales viel zu hoch wird und auch noch hohe Beiträge an den Gesundheitsbereich bezahlt werden müssen. Eigentlich gehört das Nein zu Art. 6 Persönlicher Geltungsbereich. ▪ Für den Betagtenbereich sollten nur die Buchstaben a und b gelten, da bei Personen ohne Abschlüsse und bei angelernten Personen der Unterschied zwischen Pflege und Betreuung schwer zu machen ist. ▪ Wenn im persönlichen Geltungsbereich nur die Personen gemäss Buchstabe a und b zählen, ist es für die Betriebe aus dem Betagtenbereich zahlbar.

11	Oda S BE	JA			
12	OrTra BE f	JA			
13	OdA S SO	JA			
14	OdA S ZH	JA			
15	ZODAS	JA			
16	ORTRA FR		JA		<p>Il serait souhaitable de restreindre les définitions à ce qui figure dans les autres textes légaux de la formation professionnelle (moins de détail). Si il faut maintenir les détails, la commission relève alors qu'il manque la catégorie des personnes adultes accompagnées dans des structures (se-mi)résidentielles et ne relevant pas du domaine du handicap au sens d'avoir droit à des prestations AI. Exemple : foyer d'accueil bas seuil, institutions pour personnes souffrant d'une addiction.</p> <p>La proposition est donc: 1) de simplifier ; 2) si pas possible, de compléter (ou de modifier/préciser la notion de handicap au point.</p>
17	OdAS-SH	JA			
18	OrTra GE		JA		<p>Oui, nous sommes en grande partie d'accord avec cette définition du champ d'application entrepreneurial, mais nous proposons les compléments et/ou modifications suivants:</p> <p>Nous ne pouvons nous prononcer définitivement sur le champ entrepreneurial qu'après avoir obtenu un certain nombre de précisions. Nous souhaitons en particulier pouvoir soumettre la liste de nos membres, afin de savoir s'ils seront concernés ou non. En effet, la non-soumission de certains membres pose deux problématiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ elle pourrait obliger l'OrTra cantonale à introduire un système de cotisations ou de tarification différencié entre ses membres ; elle crée de facto une situation d'inégalité, certains membres étant soumis à contribution et d'autres non, mais tous bénéficiant des prestations ; ▪ soit elle invite SavoirSocial à prévoir une affiliation volontaire mettant ainsi toutes les institutions sur pied d'égalité au niveau cantonal. <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Que couvre exactement le champ de l'enfance : les institutions assurant des activités parascolaires (repas et activités à midi et après l'école) et périscolaires (maison de quartier, centre de loisirs en dehors du temps scolaire) sont-elles concernées ou non ? ▪ Les administrations publiques engageant du personnel sont-elles soumises ou non ? De même les établissements de droit public avec des activités dans le champ social ? Comment se définit la notion « d'entreprise » ? <p>Par ailleurs, comment doivent être traités les institutions / entreprises non-membres de l'OrTra cantonale et situées sur son domaine géographique ? L'OrTra est-elle tenue de leur servir des prestations ? Peut-elle, comme aujourd'hui leur appliquer des tarifs différenciés, étant donné que la contribution de SavoirSocial ne couvre de toutes manières pas le coût réel de la prestation ?</p> <p>Il n'y a par ailleurs pas de question sur le champ professionnel, or nous avons des remarques à cet endroit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le secteur des EMS refuse clairement que l'AFP d'aide en soins et accompagnement (AFP ASA) soit assimilé-e à du personnel social : cette formation professionnelle est destinée à remplacer la formation d'aide-soignant-e- et ce personnel appartient aux équipes de soins. Les EMS contribuant au financement de l'OdaSante par le biais de leur cotisation à CURAVIVA, ils demandent à être exemptés dans le règlement – ou un document contractuel de même valeur – du paiement pour l'AFP ASA. ▪ Qu'entend-on par « formation élémentaire » à l'article 6.c ? ▪ Il est regrettable que dans la conception de SavoirSocial, les métiers du tertiaire A n'appartiennent pas à son champ d'action, ce que nous découvrons par le biais du règlement, et que la responsabilité concernant la formation professionnelle ne forme ainsi pas un tout cohérent comprenant l'ensemble des filières.
19	OrTra VD	JA			

Frage 3.1		Zu den Leistungen im provisorischen Reglement			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	AROC	JA			Il nous semble que le point c) de l'article 8 „prestations“ du règlement provisoire est du ressort de l'OFFT ou des organes de formation cantonaux. Il nous paraît trop lourd à assumer par SAVOIRSOCIAL et/ou les OrTras régionales/cantoniales.
102	AvenierSoc.	JA			
105	CURAVIVA	JA			
108	INSOS	JA			
109	KiTaS	JA			
112	SKOS	JA			
113	VaHS	JA			
115	VPOD	JA			
	ODA				
1	OrTra NE		JA		pour les entreprises ne bénéficiant pas d'une CCT favorisant la formation continue.
3	Formas TI	Keine Antwort			
4	Fors		JA		Art. 8.c. Nous ne faisons pas vraiment la différence entre support et matériel didactique. Peut-être traduire Unterrichtsmaterial par « matériel pour l'enseignement ».
5	ORTra SS VS	JA			
7	ODS GS SG	JA			
8	Oda GS GR				
9	Oda-GS AG	Keine Antwort			
10	Oda S BS	JA			
11	Oda S BE	JA			
12	OrTra BE f	JA			
13	OdA S SO	JA			
14	OdA S ZH	JA			
15	ZODAS		JA		a) Unterstützungsangebot für Ausbildungsbetriebe.
16	ORTRA FR		JA		Nous mettons toutefois en doute l'adéquation de l'expression « relève dans la formation professionnelle ». Nous préférierions pouvoir parler de « promotion des métiers et de la formation professionnelle permettant d'y accéder.

17	OdAS-SH	JA			
18	OrTra GE	JA			
19	OrTra VD			NEIN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ l'art. 8 al. 1 let. a institue un « système complet » ; or, au vu des informations données, il n'est pas possible d'identifier les tâches comprises dans ce terme ; ▪ les lettres d et f de l'art. 8 al. 1 nous semblent indubitablement entrer en collision avec des tâches des Or-Tras cantonales et, de ce fait, comprises dans les prestations du fonds cantonal. Il en résulte une double perception pour des tâches similaires auprès de nos institutions, sans compter celles assumées par les conventions collectives de travail. ▪ l'art. 8 al. 1 let. g doit être retravaillé dans sa globalité et préciser notamment le mode de rétrocession (en fonction des tâches réelles assumées par les OrTras cantonales ou forfaitairement, pourcentage de la rétrocession, manière de rétrocéder. Par ailleurs, le mode calcul est peu clair. ▪ l'art. 8 al. 1 let. e exige de s'interroger sur la nécessité que le recrutement soit une tâche nationale ; toutefois, si on l'admet, de même que la promotion de la relève, il y a lieu de préciser que Savoir Social doit s'appuyer sur les organes existants déjà au niveau cantonal, tels que le CIPS, ou ceux épisodiques comme Jobapp dans le canton de Vau.

Frage 3.2		Zum provisorisch detaillierten Leistungskatalog			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	AROC	JA			Nous ne trouvons pas nécessaires les prestations suivantes: b1) A enlever c) A enlever dans son ensemble, cf. Question 3.1. d1) Participation au développement.... plutôt que développement à proprement parler. d2) Adaptation (seulement), ... d3) A enlever d8) A enlever d10) Participation au développement... e1) Diffusion et adaptation de documents... e2) Oui, mais en collaboration avec OFFT e3) Participation aux séances... e7) A enlever
102	AvenierSoc.	JA			
105	CURAVIVA	JA			
108	INSOS	JA			
109	KiTaS	JA			
112	SKOS		JA		Unter a) Entwicklung und Unterhalt eines umfassenden Systems der beruflichen Grundb., etc.: Ergänzung wie folgt: „Vernetzung und Koordination zur Tertiärstufe A im Sozialbereich mit dem Ziel der Gewährleistung der Kohärenz des gesamten Bildungssystems im Sozialbereich“.
113	VaHS	JA			
115	VPOD	JA			
	ODA				
1	OrTra NE		JA		Mentionner et préciser le statut de la formation continue.
3	Formas TI	Keine Antwort			
4	Fors		JA		Ne devrait-il également y avoir de la promotion des places de stages pour étudiants en écoles supérieures?
5	ORTra SS VS	JA			
7	ODS GS SG		JA		Unter der Voraussetzung, dass dieser Katalog laufend geprüft werden muss, kann diesem zugestimmt werden. Zu vieles ist heute noch nicht bekannt.
9	Oda-GS AG	Keine Antwort			

10	Oda S BS	JA			
11	Oda S BE	JA			Wir würden im Falle eines späteren Beitritts alle aufgeführten Leistungen bereits erbringen. Bezüglich Kommunikation geht unser Leistungsvolumen noch weiter.
12	OrTra BE f	JA			
13	OdA S SO	JA			
14	OdA S ZH	JA			.
15	ZODAS		JA		a) Mitarbeit bei der Planung und Implementierung von neuen Bildungsmöglichkeiten (dabei denken wir z.B. an die Validierung oder das Attest G&S) (KodA) b) Koordination / Organisation / Durchführung von Pilotprojekten von regionaler Bedeutung (KodA) d) Erstellen, Anpassen von Dokumenten zur Organisation und Durchführung des Qualifikationsverfahrens (durch KodA, Anpassung der nationalen Vorgaben an die kantonalen Bestimmungen und Umsetzungen)
16	ORTRA FR		JA		De manière générale, le niveau ES doit être pris en compte. Exemples : point a-9 : ajouter le niveau ES petite enfance dans la question de la pro-motion ; point a-11 : ajouter le niveau ES
17	OdAS-SH		JA		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Da die Begrifflichkeit grossen Interpretationsspielraum für den Bedarf in den einzelnen Betrieben offen lassen, wird angeregt hier im Rahmen eines Budgets mit konkreten Zahlen zu operieren, um den Bedarf in einem angemessenen Rahmen festlegen zu können. ▪ Zudem sei im Bereich der Überbetrieblichen Kurse auf die Inkongruenz von Bildungsplan und Berufsbildungsgesetz inkl. Dazugehöriger Verordnung hingewiesen: Während der Bildungsplan die Zuständigkeit hierfür bei SAVOIRSOZIALI ansiedelt sieht das BBV die Verantwortung bei den Kantonen.
18	OrTra GE		JA		<p>Voir remarque à la <u>Question 1</u> (assumer les prestations permettant d'obtenir le financement signifie que l'OrTra doit en garantir au <u>minimum 75%</u> (et pas la totalité)).</p> <p>Exemple 1 : d8) l'offre de formation pour experts est organisée en Suisse romande par l'IFFP, en collaboration avec le Canton (école et formation professionnelle), à satisfaction.</p> <p>Exemple 2 : e3) Ces séances sont organisées par le Canton ou en collaboration avec l'OrTra cantonale qui y participe. A satisfaction.</p> <p>NB : parfois le libellé est le même pour SavoirSocial et l'OrTra cantonale, cette dernière n'étant appelée qu'à en faire une partie : ex. e1) Diffusion et adaptation de documents (pas création)</p>
19	OrTra VD			NEIN	<p>Nous ne pouvons adhérer au catalogue des prestations car il nous semble chevaucher régulièrement celui du fonds cantonal vaudois. Par ailleurs, les prestations définies dans l'annexe ad hoc sont souvent peu précises ; nous constatons aussi des ingérences inadmissibles de SavoirSocial dans les compétences qui nous paraissent relever exclusivement des OrTras cantonales.</p> <p>Nous demandons qu'un groupe de travail réunissant SavoirSocial et des OrTras de toutes les régions linguistiques soit créé pour étudier le catalogue des prestations afin de les répartir en toute bonne intelligence entre celles de niveau national et celles de niveau cantonal.</p> <p>Au surplus, nous regrettons que le catalogue des prestations ne prenne pas plus en compte les exigences cantonales issues des diverses lois sur la formation professionnelle ; dans le canton de Vaud, particulièrement, la loi institue des commissions et des tâches auxquelles nous ne pouvons déroger, toutes organisées autour d'un fonds cantonal.</p>

Frage 4.1.		Zur Abgeltungsweise der Leistungen der regionalen und kantonalen Organisationen der Arbeitswelt (Gesundheit und) Soziales			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	AROC	JA			Il faut également prévoir un forfait pour la gestion des stages de longue durée pour les élèves des écoles ES, voire HES.
102	AvenirSoc.	JA			
105	CURAVIVA	JA			
108	INSOS		JA		Wir erwarten, dass die kantonalen Oda's, die finanziellen Beiträge des BBF erhalten, ihre Finanzen neu zu regeln. Da den Betrieben die gleich Leistung nicht zwei Mal verrechnete werden darf, gehen wir davon aus, dass die kantonalen Mitgliederbeiträge der Institutionen gestrichen oder massiv reduziert werden.
109	KITaS	JA			
112	SKOS	JA			
113	VaHS	JA			
115	VPOD	Keine Antwort			
	ODA				
1	OrTra NE	JA			
3	Formas TI	Keine Antwort			
4	Fors		JA		Nous regrettons que l'aspect régional ait été délaissé.
5	ORTra SS VS		JA		Les frais d'administration de 11% apparaissent comme trop élevés (en Valais pour le fonds cantonal 2,2%). Il faudrait également que les OrTra cantonales puissent obtenir des chiffres pour pouvoir calculer la réelle implication au niveau cantonal
7	ODS GS SG			Nein	Die vorgeschlagene Regelung für den Betagtenbereich ist nicht befriedigend gelöst: <ul style="list-style-type: none"> ▪ In unserer Oda bilden der Betagtenbereich vor allem Fachfauen / -männer Gesundheit aus. Die Betriebe bezahlen Beiträge in den Fonds, aber diese Ausbildungsplätze werden bei den Beiträgen an die Regionalen OdAs nicht berücksichtigt. Die vorgesehene Streichung des Betriebsertrages gleicht den Mangel in keiner Weise aus. ▪ Vorschlag: Lehrverhältnisse FaGe im Betagtenbereich werden analog FaBe berücksichtigt, im Gegenzug dafür wird auch ein Betriebsbeitrag erhoben.
9	Oda-GS AG	Keine Antwort			
10	Oda S BS	JA			
11	Oda S BE				Da wir unsere Leistungen nicht durch den Fonds abgegolten haben wollen, äussern wir uns nicht zu dieser Frage.
12	OrTra BE f			NEIN	Le canton de Berne compte 2 orta (1 germanophone et 1 francophone). Mode de financement à définir.
13	Oda S SO	JA			

14	OdA S ZH		JA		Muss im Zeitpunkt der Umsetzung nochmals aufgegriffen werden.
15	ZODAS		JA		Wir machen hier darauf aufmerksam, dass ZODAS auch den Kanton Zug vertritt.
16	ORTRA FR		JA		Le mode de financement devrait également prendre en compte les personnes en formation ES notamment dans le domaine de la petite enfance, en prévoyant un montant de 150.- par personne ES en stage dans les institutions
17	OdAS-SH	JA			
18	OrTra GE		JA		Il doit être clair et précisé que le financement couvre <u>en partie seulement</u> les frais de l'OrTra cantonale relatif aux prestations décrites. Il est ainsi important de <u>préciser qu'il s'agit là d'une contribution du Fonds de branche à l'OrTra cantonale /régionale</u> , afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté pour les institutions / entreprises qui resteront soumises à des cotisations de l'OrTra, et/ou éventuellement à une facturation concernant des prestations de la liste (gestion des réseaux d'entreprise, par exemple, cours inter-entreprises, etc.). Dans ce sens, <u>nous souhaitons aussi que le premier schéma de l'Annexe IV soit modifié</u> , en faisant figurer la contribution des membres à l'OrTra.
19	OrTra VD			NEIN	Outre les remarques que nous avons faites en préambule, il nous est absolument impossible d'évaluer le mode de financement des prestations et le montant de la rétrocession aux éventuelles OrTras cantonales qui voudront bien collaborer tant que la répartition des prestations n'aura pas été effectuée entre le niveau national et celui cantonal. Nous rappelons par ailleurs que le règlement doit être com-plété sur ce point (voir notre préambule).

Frage 4.2.		Zum Finanzierungsbedarf							Bemerkungen
		a	b	c	d	e	f	g	
	Mitglieder								
100	AROC			JA	JA	JA			<p>c) Enlever cette prestation de SAVOIRSOCIAL, ainsi que les CHF 100'000 y relatifs.</p> <p>d) On pourrait réduire les coûts des deux colonnes en fonction des prestations que nous proposons d'enlever, cf. Question 4.1. (N.B. Corriger le chiffre CHF 4150'000 dans la colonne OrTra rég. et cant. (Santé et) Social en CHF 415'000.)</p> <p>e) On pourrait réduire les coûts des deux colonnes en fonction des prestations que nous proposons d'enlever, cf. Question 4.1</p>
102	AvenierSoc.	Keine Antwort							
105	CURAVIVA	Keine Antwort							
108	INSOS							JA	Zu G: Der Kostenvoranschlag für die Verwaltung beträgt ca. 12 % des Fondsvolumens. Dies erscheint uns sehr hoch. Wir erwarten, dass nach einer Einführungsphase versucht wird, die Kosten für die Verwaltung unter 10 % zu senken.
109	KiTaS	Keine Antwort							Um die Kosten der Fondsverw. tragbar zu verteilen, wäre zu prüfen, ob die Kosten tiefer gehalten werden könnten durch ein Inkasso der Fondsbeitr. über die Strukturen von CURAVIVA, INSOS und KiTaS. Dies ist vor allem zu überlegen, wenn nicht ausreichend kant. Oda Mitträgerinnen des Fonds werden.
112	SKOS								
113	VaHS								Wir sehen uns nicht in der Lage dies einzuschätzen
115	VPOD	Keine Antwort							
	ODA								
1	OrTra NE								<p>Bemerkungen:</p> <ol style="list-style-type: none"> Il sera nécessaire de faire une réévaluation régulière des besoins. Il nous semble important de préciser qu'en aucun cas des prestations pourront générer un dépassement des contributions versées.
3	Formas TI	Keine Antwort							
4	Fors	Keine Antwort							
5	ORTra SS VS	Keine Antwort							Nous ne pouvons pas nous prononcer sur ces points car nous ne voulons pas refaire les calculs et projections faites par SAVOIRSOCIAL. Nous faisons confiance à SAVOIRSOCIAL.
7	ODS GS SG							JA	<ul style="list-style-type: none"> Zu G: Die Kosten für die Verwaltung des Fonds liegen mit rund 12.5 % des Budgets sehr hoch. Allgemeine Bemerkungen: Positiv ist, dass rund 2/3 des Geldes zu Gunsten der reg. OdAs und somit der Betriebe eingesetzt werden soll
9	Oda-GS AG	Keine Antwort							

10	Oda S BS							JA	Der Verwaltungsaufwand ist zu hoch.	
11	Oda S BE								Der Bedarf für SAVOIRSOZIAL ist schwer abzuschätzen und wird stark von der Entwicklung des Sozialbereiches abhängig sein. Der Verwaltungsaufwand für den Berufsbildungsfonds ist mit einem Anteil von 28 % des Gesamtaufwandes sehr hoch. Das lässt sich kaum ändern.	
12	OrTra BE f	Keine Antwort								
13	OdA S SO	Keine Antwort								
14	OdA S ZH								(Nicht beantwortet)	
15	ZODAS							JA	Müssen die Aufgaben im Zusammenhang mit den üK nicht über die üK-Kosten finanziert werden?	
16	ORTRA FR	Keine Antwort								Notes d'ordre général: Il ne nous est pas possible de nous prononcer de manière détaillée car nous n'avons pas trouvé les chiffres correspondant aux besoins en finances des différentes prestations. Les chiffres présentés apparaissent comme globaux.
17	OdAS-SH								Allgemeines: Bei der Mitgliederversammlung der OdAS-SH löste die Aufstellung Fragen aus. Die sehr runden und auch als hoch empfundenen Zahlen legten die Vermutung Nahe, dass es sich dabei um Wunschgrößen und Schätzwerte handelt. Es wird angeregt, die Berechnungsgrundlagen detaillierter darzulegen.	
18	OrTra GE								Notes d'ordre général: Il ne nous est pas possible de nous prononcer sur la réalité de ces sommes n'ayant pas eu de budget détaillé pour les apprécier. Elles dépendront aussi du catalogue final des prestations. Dans ce sens, nous proposons : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'accorder notre confiance à SavoirSocial pour ce premier exercice, tout en rendant attentif au fait que la cotisation par professionnel et par entreprise ne pourra être radicalement modifiée par la suite une fois définie. ▪ l'engagement à effectuer un bilan après un premier exercice comptable qui permette d'évaluer le coût des prestations en regard des montants prévus ▪ le développement à terme d'un modèle de comptabilité analytique qui permette de définir et comparer les coûts sur les mêmes bases. 	
19	OrTra VD								Notes d'ordre général: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Au vu de la réponse que nous avons apportée sous point 4.1, nous ne pouvons nous prononcer ici. 	

Frage 4.3.		Zur Beitragsgestaltung
		Anmerkungen
	Mitglieder	
100	ARCO	Nous trouvons cette solution trop coûteuse, nous avons privilégié, comme la FORs d'ailleurs, la variante 2a) lors de la première consultation (CH 35, CH 40).
102	AvenirSoc.	Keine Anmerkungen
105	CURAVIVA	Zur Rechnungsstellung: Es besteht der Wunsch, dass einzelne Kantonalverbände für die Ihnen angeschlossenen Mitglieder die Erhebung und sowie die Begleichung der Rechnung übernehmen können.
108	INSOS	Die Institutionen des Betagenbereichs sollen, solange kein BBF Gesundheit besteht, gleich behandelt werden wie die Institutionen der anderen Bereiche. D.h.: Auch der Betagenbereich muss den Betriebsbeitrag bezahlen. Es geht nicht an, dass hier Verhandlungsergebnisse mit einem allfälligen BBF Gesundheit schon vorweg genommen werden.
109	KiTaS	Keine Anmerkungen
112	SKOS	Keine Bemerkungen
113	VaHS	Keine Anmerkungen
115	VPOD	Keine Anmerkungen
	ODA	
1	OrTra NE	Le surcoût pour les entreprises étatiques et para-étatiques devra pouvoir être intégré dans le budget de fonctionnement ordinaire et subventionné.
3	Formas TI	Keine Anmerkungen
4	Fors	Keine Anmerkungen
5	ORTra SS VS	Il faut établir une distinction précise pour les apprentis qui effectueront l'attestation d'aide en soins et accompagnement.
7	ODS GS SG	Siehe Punkt 4.1.
9	Oda-GS AG	Keine Antwort
10	Oda S BS	Die Beiträge sollen die geschätzten Ausgaben abdecken. Wir haben nicht nachgerechnet, ob dies mit diesen Zahlen zutrifft. Fraglich ist, wie der persönliche Geltungsbereich im Betagenbereich ausgelegt wird und wieviel da eingerechnet wurde (siehe Anmerkungen unter Frage 2). Da braucht es evtl. eine Anpassung.
11	Oda S BE	Keine Anmerkungen
12	OrTra BE f	Keine Anmerkungen
13	OdA S SO	Keine Anmerkungen
14	OdA S ZH	Siehe 4.1.
15	ZODAS	Art. 6c) ist eine unklare Definition. Wo ist die Abgrenzung? Wird ein Koch in einer Institution, welche auch noch Mitarbeitende an einem geschützten Arbeitsplatz beschäftigt als zahlungspflichtige Person berechnet oder nicht. Wir erachten eine klare und transparente Regelung als wichtig.

16	ORTRA FR	<p>La proposition représente un problème financier pour les crèches ; même un montant annuel de fr. 1'000.- est un montant élevé qui va poser problème. La contribution de 85.- par EPT devrait être revue à la baisse.</p> <p>La question du financement par les homes pour personnes âgées est problématique : si le financement de fr. 85.- par EPT comprend également le personnel de soin, la résistance risque d'être forte car les montants seront alors considérables. Ceci est amplifié par le fait que la proportion d'EPT « sociaux » est très faible face au total du personnel soignant actuellement en place.</p> <p>Il est également relevé que les dits-homes participent déjà au financement de l'OdASanté par le biais des cotisations à Curaviva et que la proposition de SavoirSocial (si elle concerne l'ensemble du personnel) entraîne un double assujettissement.</p> <p>Il est souhaitable que la création du fonds puisse bénéficier d'une bonne acceptation générale</p>
17	OdAS-SH	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bei der Mitgliederversammlung der OdAS-SH löste auch dies Reaktionen aus. Mit der Beitragsgestaltung werden die personalintensiven Betriebe „bestraft“. Die Kosten, die auf die Betriebe durch den Fonds zukommen, übersteigen die bisher fälligen Beiträge an die Branchenverbände bei weitem. ▪ Die Höhe der Zahlen im Reglement kann jedoch akzeptiert werden, wenn die angekündigte Strukturüberprüfung und –bereinigung zwischen SAVOIRSOZIAL, kantonalen OdAs und Branchenverbänden tatsächlich durchgeführt wird und bei den anstehenden Projekten verantwortungsvoll und angemessen mit den zur Verfügung stehenden Mitteln umgegangen wird. ▪ Die Zahlen werden als Höchstwerte verstanden, die bei geringerem Bedarf auch nur teilweise erhoben werden können.
18	OrTra GE	<p>Remarques sur le système de contributions:</p> <p>Il est proposé d'établir une tarification différenciée permettant d'alléger les charges des petites institutions, en particulier dans le domaine de la petite enfance (par exemple, moins de 15 collaborateurs au total).</p> <p>Il ne nous semble pas justifié de soumettre les personnes non qualifiées, dont une partie d'entre elles n'accéderont pas nécessairement à une formation professionnelle, à la même contribution que le personnel qualifié.</p> <p>Il nous paraît aussi important de préciser que seules les personnes au bénéfice de contrat de durée indéterminée soient soumises à contribution.</p>
19	OrTra VD	<p>Remarques sur le système de contributions: Sur le principe, nous ne pouvons admettre que nos institutions vaudoises contribuent de cette manière au financement de tâches essentiellement nationales, alors qu'elles le font plus que largement au niveau cantonal déjà.</p> <p>Par ailleurs, nous rappelons que nous souhaitons que les contributions soient différenciées entre les cantons, pour tenir compte du fait que certaines institutions participent déjà à l'effort cantonal, voir même collectif (CCT) en matière de formation professionnelle</p>

Frage 5.		Zur Organisation			
		Ja	Ja, aber	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder				
100	ARCO				Il faut que la FORs ait un vrai siège à l'une des commissions qui organise le fonds (qu'il s'agisse de l'organe de surveillance ou de la commission du fonds)
102	AvenierSoc.	JA			
105	CURAVIVA		JA		Wenn nur wenige kantonale OdAs Soziales mitmachen, müssen die Verhältnisse zu Gunsten von SAVOIRSOCIAL angepasst werden
108	INSOS		JA		INSOS muss in den Gremien des Fonds prominent vertreten sein, da der Behindertenbereich den Hauptteil der Kosten des BBF trägt. INSOS beantragt, dass auch diejenigen kantonalen OdA's die sich am BBF nicht beteiligen, in einer geeigneten Form als Mitwirkende in die Fondsorganisation einbezogen werden. Dies, da die Mitglieder / Betriebe der kantonalen OdA's ja sehr wohl in den Fonds einzahlen..
109	KITaS	JA			
112	SKOS	JA			
113	VaHS	JA			
115	VPOD		JA		Eine tripartite Organisation, wie bei SAVOIRSOZIAL, ist auf allen Ebenen durchzusetzen.
	ODA				
1	OrTra NE				<ol style="list-style-type: none"> 1. Représentation obligatoire et équilibrée des différentes régions et minorités linguistiques. 2. Un représentant d'une organisation régionale ou cantonale du monde du travail, membre du comité de Savoir-Social ne pourra pas faire partie de la commission de surveillance ou de la commission du Fonds.
3	Formas TI	Keine Antwort			
4	Fors	Keine Antwort			
5	ORTra SS VS		JA		Il est cependant demandé une représentation équitable des régions latines dans la commission de surveillance du fonds.
7	ODS GS SG	JA			
9	Oda-GS AG	JA			
10	Oda S BS	JA			
11	Oda S BE	JA			
12	OrTra BE f	JA			
13	OdA S SO	JA			
14	OdA S ZH		JA		Wir wünschen, dass die Anzahl der vertretenen Lehrverhältnisse in der Ausgestaltung der Entscheidungsregeln angemessen berücksichtigt wird.
15	ZODAS	JA			

16	ORTRA FR	JA			
17	OdAS-SH	JA			
18	OrTra GE		JA		Le nombre de représentants prévus dans les deux organes nous semble trop faible pour assurer une représentation entre les régions linguistiques, les cantons et entre les secteurs d'activité.
19	OrTra VD			NEIN	Nous souhaitons obtenir l'assurance que les OrTras ro-mandes seront dûment représentées au sein des deux commissions ; nous demandons dès lors une représentativité linguistique, garante de la prise en compte des intérêts propres aux régions de la Suisse. ¶Par ailleurs, nous rappelons que nous trouvons inique d'opérer une telle différence de traitement entre les OrTras qui peuvent participer et celles qui ne le pourront pas, pour des raisons qui leur sont propres (parfois, comité de milice).

Frage 6.		Zur Einführung generell		
		Ja	Nein	Bemerkungen
	Mitglieder			
100	ARCO	JA		
102	AvenierSoc.	JA		
105	CURAVIVA	JA		
108	INSOS	JA		
109	KITaS	JA		
112	SKOS	JA		
113	VaHS	JA		Die Arbeit von SAVOIRSOZIAL ist wichtig für die Entwicklung der Berufe im Sozialbereich.
115	VPOD	JA		
	ODA			
1	OrTra NE	JA		
3	Formas TI		NEIN	
4	Fors	Keine Antwort		
5	ORTra SS VS	JA		
7	ODS GS SG	JA		
9	Oda-GS AG		NEIN	
10	Oda S BS	JA		
11	Oda S BE	JA		Wir stufen die Existenz und die Leistungen von SAVOIRSOZIAL für die Entwicklung der Betreuungs- und Sozialberufe als sehr wichtig ein. Obschon bei der „Variante Schweiz / ohne Kantone“ der Verwaltungsaufwand für die Erhebung der Beiträge sehr hoch sein wird, sehen wir keine andere Lösung, die Finanzierung von SAVOIRSOZIAL zu sichern.
12	OrTra BE f	JA		
13	OdA S SO	JA		
14	OdA S ZH	JA		
15	ZODAS	JA		
16	ORTRA FR	JA		<ol style="list-style-type: none"> 1. Y a-t-il vraiment un choix au vu de l'avancement des travaux et des options déjà prises ?... 2. La formation professionnelle est une tâche avant tout cantonale ; les membres pensent que les cantons devraient prendre en charge le financement de SavoirSocial.
17	OdAS-SH	JA		

18	OrTra GE	JA		<p>Remarques: Faire coïncider les financeurs des prestations avec les utilisateurs des formations professionnelles concernées (et donc les bénéficiaires des activités de SavoirSocial et de l'OrTra cantonale) est une bonne chose, sachant que les institutions dans le champ social ne sont de loin pas toutes organisées au niveau régional ou national.</p> <p>Cela dit, la force obligatoire ne résout pas les situations d'inégalité entre les membres auxquelles les OrTra's seront confrontées dans les cantons, toutes les entreprises n'étant pas soumises. Dans ce sens, la réflexion quant à un statut « d'adhérent volontaire » permettrait de résoudre certaines problématiques à ce niveau.</p>
19	OrTra VD		NEIN	<p>Nous maintenons sur ce point notre avis, rappelé en préambule, que nous officialisons une deuxième fois dans la présente réponse. Nous nous opposons formellement à la création d'un fonds national de branche dans le monde social. Il nous paraît plus opportun de faire participer les associations faitières nationales au financement des tâches éventuelles de SavoirSocial en matière de formation professionnelle</p>

Weitere Bemerkung		
15	ZODAS	Wie ist das weitere Vorgehen geplant bis zur Einreichung eines Antrage auf Allgemeinverbindlichkeitserklärung? Als kantonale OdA und Mitträger müssen wir diesen auch unterzeichnen. Da wir dieses Geschäft vor die Mitglieder bringen wollen, müssen wir noch eine ausserordentliche MV machen.
17	OdAS-SH	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bezüglich Persönlichen Geltungsbereich sei darauf hingewiesen, dass folgende Qualifikationen zu Abgrenzungsproblematiken mit dem Gesundheitsbereich führen können: Assistent/in Gesundheit und Soziales Diplomierte/r Heimleiter/in Teamleiter/in in sozialen und medizinischen Institutionen mit eidgenössischem Fachausweis. ▪ Vielleicht wäre es aufgrund der Zuständigkeit für den Sozialbereich angemessen in den Papieren – im besonderen im Fondsreglement anstatt von kantonalen Organisationen der Arbeitswelt (Gesundheit und) Soziales von kantonalen Organisationen der Arbeitswelt Soziales (ggf einschliesslich Gesundheit) zu sprechen.

Weitere Bemerkungen (Ausserhalb Vernehmlassung)		
13	OdA S SO	Notwendigerweise würde die IG FaBe Solothurn, neben den Fachverbänden, Mitträger des Fonds. (Mail vom 08.03.2011)